

Universitaires et directions partisans : interactions, connexions et circulations contemporaines

14 et 15 Novembre 2019 – Paris (MSH Paris Nord)

Colloque organisé par David Copello (Université Paris 13/CERAP) et Manuel Cervera-Marzal (Université Aix-Marseille/DICE)

Argumentaire :

Les abondants travaux portant sur les relations entre intellectuels et politique tendent à pointer le déclin, depuis les dernières décennies du XXe siècle, de la figure de l'intellectuel engagé ou, tout du moins, à mettre au jour l'effritement des liens rattachant le monde du savoir au monde de la politique. A la figure de l'intellectuel engagé classique semble ainsi avoir succédé celle de « l'intellectuel spécifique » ou de « l'expert », dépourvus de lien organique avec une organisation partisane, et ne répondant que ponctuellement aux sollicitations du champ politique. Cette évolution, souvent associée à l'effondrement du bloc communiste, est parfois réinscrite dans un temps plus long. Perry Anderson, s'intéressant au cas des intellectuels marxistes, considère ainsi qu'un tournant s'était opéré dès la fin de la Première Guerre Mondiale. Alors que la fin du XIXe siècle et les premières années du XXe siècle étaient caractérisées par la présence d'intellectuels extra-universitaires à la tête d'organisations politiques, cumulant des fonctions de production de la connaissance et de direction (Engels, Lénine, Luxembourg), l'entre-deux guerres aurait introduit une division croissante du travail entre les directions partisans d'une part, et les intellectuels d'autre part, engagés mais repliés sur le monde universitaire (Lukacs, Adorno, Althusser). Le champ intellectuel s'autonomise, entraînant le déclin de la figure de l'intellectuel dirigeant. Ce constat d'une dissociation entre champs intellectuels et champs politiques nationaux, et d'un recentrement de l'activité intellectuelle sur la sphère universitaire, est confirmé à l'échelle globale par Razmig Keucheyan dans son étude des pensées critiques contemporaines. Il y pointe la domination des universitaires dans la production théorique et leur peu de poids dans les instances partisans, deux tendances héritées aussi bien du temps long décrit par Anderson que du temps court post-soviétique. Au sein de ce panorama, quelques rares figures d'universitaires dirigeants se démarquent : le vice-président bolivien Alvaro García Linera, le sous-commandant Marcos (ancien professeur de philosophie) au Chiapas et Edward Saïd (qui contribua au lancement de l'Initiative Palestinienne) font exception. L'objectif de ce colloque/journée d'études consiste à réinterroger ce constat, en tenant compte des dernières évolutions dans les interactions entre champ intellectuel et champ politique, tout en tâchant d'en évaluer la pertinence au-delà de l'« hémisphère gauche », en élargissant les perspectives à l'étude des droites et des centres.

En effet, la division du travail entre universitaires et directions partisans semble avoir connu un certain nombre d'évolutions ces dernières années, au point qu'il est légitime de se demander si on n'assisterait pas à un rapprochement relatif des champs d'intervention au sein desquels ils évoluent. En France, la séquence politique adossée à l'élection présidentielle 2017 se caractérise ainsi par une série de mises en avant des universitaires au sein du processus politique. Au sein de *La République en Marche*, Emmanuel Macron se réclame de son compagnonnage avec Paul Ricoeur dans sa stratégie de légitimation personnelle, tandis qu'une place de choix est accordée, au sein de la communication politique du mouvement, au

mathématicien et député Cédric Villani et que l'ouverture à la « société civile » a permis à la scientifique Frédérique Vidal d'accéder aux fonctions de Ministre de l'Enseignement Supérieur. Dans les rangs de *La France Insoumise*, les universitaires exercent un poids central dans les tâches de direction et de définition du programme politique. L'écriture du programme électoral de 2017 a ainsi été coordonnée par les universitaires Jacques Généreux (économiste) et Charlotte Girard (juriste) – celle-ci ayant par ailleurs coordonné la campagne du candidat à l'élection présidentielle. Les relations de cette force politique avec les milieux universitaires se nourrissent également des références récurrentes (et mutuelles) aux travaux de la théoricienne du politique Chantal Mouffe, qui est par ailleurs fréquemment invitée à apparaître publiquement avec des dirigeants du mouvement. La campagne présidentielle de Benoît Hamon en 2017 fournit un autre exemple d'intervention appuyée des universitaires dans la définition des orientations du candidat, avec la création d'un pôle de « gouvernance citoyenne » animé par des figures telles que Sandra Laugier (philosophe), Thomas Piketty (économiste), Dominique Méda (sociologue) ou Julia Cagé (économiste) entre autres. Ce réinvestissement des organisations politiques par les intellectuels s'effectue également à droite, chez *Les Républicains*, avec l'importance médiatique croissante d'un François-Xavier Bellamy, agrégé de philosophie et tête de liste aux élections européennes 2019, ou la candidature de Dominique Reynié (politologue) en tant que tête de liste aux élections régionales en 2015. On trouve également des traces de ce rapprochement généralisé à l'extrême-droite de l'échiquier politique, avec l'implication de figures telles que le géopoliticien Aymeric Chauprade, tête de liste du Front National aux élections européennes en 2014. Le compagnonnage se joue également, sur un autre mode, quand Marion Maréchal Le Pen se « retire » de la politique pour fonder en 2018 un Institut des Sciences Sociales Économiques et Politiques à Lyon. Ce rapide panorama, limité à la France, peut par ailleurs être élargi à un certain nombre de pays occidentaux, les cas les plus flagrants étant ceux de l'Espagne, où le parti *Podemos* a été créé par un groupe de politistes (entre autres Pablo Iglesias, Iñigo Errejón et Juan Carlos Monedero), et de l'Italie, où le Président du Conseil Giuseppe Conte était jusqu'à une date récente professeur de droit privé.

Assiste-t-on alors à un retour des intellectuels dirigeants, à travers une volonté d'appropriation/exploitation du « capital universitaire » au sein du champ politique ? Telle est une des questions générales qui seront posées au cours de ce colloque/journée d'étude. Les discussions ne se limiteront toutefois pas à évaluer le caractère nouveau ou ancien de cette tendance, l'objectif principal étant d'examiner les modalités possibles de l'interaction entre universitaires et directions partisans dans la période contemporaine, en tenant compte de la diversité des situations existantes. L'universitaire peut, par exemple, devenir lui-même dirigeant de parti. Comment appréhender ce type de trajectoire, certains contextes y sont-ils favorables, et peut-on établir des *patterns* de basculement réguliers ? Quelles formes de leadership sont alors mises en place ? Donnent-elles lieu à des stratégies de légitimation distinctes et comparables ? Comment affectent-elles la composition du personnel partisan, des bases militantes, voire la constitution des équipes techniques (assistants parlementaires, cabinets, etc.) ? De façon plus traditionnelle, l'universitaire peut aussi intervenir en tant que conseiller – officiel ou officieux – via la participation à un *think tank* ou un dîner avec le candidat. Quelle est alors la nature des conseils apportés – analyse électorale, état des lieux sociologique, stratégie de communication, expertise économique et juridique, etc. ? Dans quelle mesure le degré de publicité accordé à ces activités de conseil joue-t-il alors dans la stratégie des organisations ? Quel est l'impact réel de « l'expertise » apportée sur la formulation des programmes ? Quels types d'ancrages disciplinaires sont le plus prisés par les acteurs partisans,

et assiste-t-on à une influence croissante des juristes, sociologues ou politistes (par comparaison avec les économistes notamment) ? Dans quelle mesure et sous quelles formes le capital spécifique des universitaires peut-il être converti en ressource pour les acteurs partisans ?

Plus largement, quelles conséquences la possession d'une « double casquette » a-t-elle sur l'activité concrète des acteurs concernés, aussi bien dans la recherche et l'enseignement que dans les interactions quotidiennes avec d'autres dirigeants/militants au profil plus classique ? Quels atouts et quels handicaps découlent du double rôle d'universitaire et de dirigeant ? Et comment articuler les injonctions propres à chacun des deux rôles ? Les discussions pourront également tenir compte du rapport des dirigeants partisans à l'institution universitaire elle-même, à travers les activités d'enseignement (Instituts d'Etudes Politiques et autres), la création de nouvelles institutions ou l'obtention de doctorats *honoris causa*. L'université peut-elle constituer une position de repli tactique pour des acteurs politiques en difficulté ? À travers quels types de passerelles s'effectuent ces allers-retours ? Peut-on y voir une volonté de fonder la légitimité politique sur une légitimité savante ? Ces quelques questions constituent une liste non exhaustive des éléments qui pourront être traités lors de ce colloque/journée d'études visant à interroger les interactions, connexions et circulations à l'œuvre entre le monde universitaire et les directions partisans.

Bibliographie indicative

Anderson, Perry, *Sur le marxisme occidental*, Paris, Maspero, 1977

Bourdieu, Pierre, *Homo academicus*, Paris, Minuit, 1984

Charle, Christophe, *Naissance des intellectuels. 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990

Christofferson, Michael, *L'idéologie anti-totalitaire en France*, Marseille, Agone, 2009

Dosse, François, *Le philosophe et le président. Ricoeur et Macron*, Paris, Stock, 2017

Ferthik, Karim *et al.* (dir.), *Les programmes politiques. Genèses et usages*, Rennes, PUR, 2016

Gottraux, Philippe. *Socialisme ou barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, 1997

Hammam, Philippe *et al.* (dir.), *Discours savants, discours militants. Mélange des genres*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Hourmant, François, *Le désenchantement des clercs. Figures de l'intellectuel dans l'après-Mai*, Rennes, PUR, 1997.

Keucheyan, Razmig, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La Découverte, 2012

Laugier, Sandra, *Faut-il encore écouter les intellectuels ?*, Paris, Fayard, 2003

Lefebvre, Rémi, « Politiste et socialiste. Une politique d'enquête au PS », in *Revue internationale de politique comparée*, 2010, vol. 17, n°4, pp. 127-139

Matonti, Frédérique, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*, Paris, La Découverte, 2005.

Mouffe, Chantal, *Pour un populisme de gauche*, Paris, Albin Michel, 2018

Musselin, Christine, *Les universitaires*, Paris, La Découverte / Repères, 2008

Sapiro, Gisèle, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2009, n°176-177, pp. 8 – 31.